

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

--	--	--	--	--	--

REGLAMENT DE CONSULTATION (R.C.)

Maître de l'ouvrage

COMMUNE DE BULLION (78)

Maître d'œuvre

B.E. STUR – 11 RUE DU CAUTION – LES PLANCHES – 27400 ACQUIGNY

Objet du marché

Enfouissement des réseaux basse tension, éclairage public et Communications électroniques

Hameau de Longchêne – Rue du Lavoir et Rue du Clos Clément

Marché de travaux

**Marché à procédure adaptée suivant les articles L 2123-1 et R2123-1
du Code de la commande publique**

MARCHE N° :
MP 2 2025

Remise des offres

Date limite de réception des offres : vendredi 5 septembre 2025
Heure limite de réception : 12H

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1. Etendue et mode de consultation	3
2.2. Décomposition en tranches et en lots	3
2.3. Mode de dévolution	3
2.4. Variantes	4
2.5. Prestations supplémentaires éventuelles	4
2.6. Modifications de détail au dossier de consultation	4
2.7. Délai de validité des offres	4
ARTICLE 3 - DOSSIER DE CONSULTATION	4
3.1. Contenu du dossier de consultation	4
3.2. Mise à disposition du dossier de consultation	4
ARTICLE 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
4.1. Pièces de la candidature	5
4.2. Pièces de l'offre	6
4.3. Variantes	7
ARTICLE 5 - SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	7
5.1. Sélection des candidatures	7
5.2. Jugement et classement des offres	7
5.3. Négociations	8
ARTICLE 6 - ATTRIBUTION DU MARCHE	9
ARTICLE 7 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	9
7.1. Remise d'une offre papier	9
7.2. Remise d'une offre dématérialisée	10
ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	11
8.1. Identification courrielle du candidat	11
8.2. Visite sur site	11
8.3. Procédures de recours	12

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION ET IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

1.1. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation fait suite à l'avis d'appel public à la concurrence.

La consultation concerne :

**Enfouissement des réseaux basse tension, éclairage public et Orange
hameau de Longchêne – Rue du Lavoir et Rue du Clos Clément à BULLION (78)**

A titre indicatif, les travaux commenceront en NOVEMBRE 2025.

1.2. NOM ET ADRESSE OFFICIELLE DE L'ORGANISME ACHETEUR

COMMUNE DE BULLION (78)

Représentée par le Maire, Monsieur CARIS
149 Rue de Guette
78830 BULLION
Tél. : 01 30 41 30 20
Mail : mairie@bullion.fr

Personne habilitée à représenter le pouvoir adjudicateur pour souscrire le marché :

Le Maire, Monsieur CARIS

Comptable assignataire des paiements : Monsieur le Trésorier Public, SGC Rambouillet.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. ETENDUE ET MODE DE CONSULTATION

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée au sens **des articles L 2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique**.

2.2. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS

Le marché n'est pas alloté au sens des articles R2113-1 et R2113-2 du Code de la Commande publique.
L'objet du marché ne permet pas d'identifier des prestations distinctes. La nature des travaux, leur coordination et l'enchaînement des tâches rendraient difficile l'exécution des prestations en lots séparés et ne permettent pas l'allotissement de ce Marché.

Le présent marché n'est pas découpé en tranches

2.3. FORME JURIDIQUE QUE DEVRA REVETIR LE CANDIDAT

Le maître de l'ouvrage ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du contrat.
Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, ou en qualité de membre de plusieurs groupements.
En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de l'ensemble de ses cotraitants.
Si le candidat répond en groupement mandaté d'entreprises, il devra impérativement préciser le nom de l'entreprise mandataire du groupement, dans le formulaire DC1.
L'attention des candidats est attirée sur le rôle, la responsabilité et les obligations du mandataire, tels qu'ils résultent des dispositions du C.C.A.G. Travaux (Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux). Il est rappelé, en particulier, que le mandataire sera, en effet, seul destinataire des ordres de service et seul apte à signer et remettre les projets de décompte.

2.4. VARIANTES

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

2.5. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

La consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle.

2.6. MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

La Collectivité se réserve le droit d'apporter au plus tard **6** jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **quatre-vingt-dix jours (90)** conformément à l'Acte d'Engagement.

Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres et s'enclenche de nouveau à compter de la remise de l'offre définitive après négociations (le cas échéant).

ARTICLE 3 - DOSSIER DE CONSULTATION

3.1. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E.) comprend les pièces citées ci-après :

- le présent Règlement de Consultation
- le cadre d'Acte d'Engagement
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes :
 - Plans et Détails techniques
 - Réponses DT
- le Détail Estimatif
- Le Bordereau des Prix Unitaires

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3.2. MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable sur la plate-forme <https://www.marches.maximilien.fr>

En cas de modifications apportées au dossier de consultation avant la remise des offres, l'identification des entités ayant retiré un dossier est nécessaire.

- Les entreprises ayant téléchargé le présent dossier doivent donc enregistrer leurs coordonnées sur la plateforme électronique.
- Les coordonnées seront donc prises lors du retrait du dossier.

Modifications de détail au dossier de consultation :

La Collectivité se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en **langue française** ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître de l'ouvrage. Toutefois, ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

4.1. PIECES DE LA CANDIDATURE

Pour le titulaire ou pour le groupement

- **Situation juridique**
 - Lettre de candidature (DC1 mis à jour en date du 01/04/2019 ou équivalent) dûment complétée, ou équivalent avec déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 et suivants et L 2141-7 et suivants du Code de la Commande publique.

Pour le titulaire ou pour chaque membre du groupement et/ou sous-traitant

- **Situation juridique**
 - Déclaration du candidat individuel (DC2 mis à jour en date du 01/04/2019 ou équivalent) dûment complétée.
 - Le cas échéant (peut être demandée avant l'attribution) délégation de pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat, datée et signée.
 - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle (arrêté du 22 mars 2019)**
 - Preuve de l'inscription à un registre professionnel
- **Capacité économique et financière (arrêté du 22 mars 2019)**
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global (si cette information n'a pas été fournie dans le DC2) **et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public**, portant au maximum sur les 3 derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.
- **Capacités techniques et professionnelles (arrêté du 22 mars 2019)**
 - **Une liste des travaux significatifs en lien avec l'objet du marché au cours des trois dernières années**, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin
- **Certificat de qualifications professionnelles (arrêté du 22 mars 2019)**
 - FNTF, QUALIFELEC (ou équivalents) représentatifs des travaux - objet du présent marché.
 - Justificatifs d'Autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) pour tous les personnels intervenants
 - Certification en géo-référencement des réseaux
- **Déclarations appropriées de banques** ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.
- **Attestation de responsabilité décennale** : Dans le cadre des marchés publics de travaux, une case est à cocher par le candidat pour qu'il déclare avoir souscrit un contrat d'assurance le couvrant au regard de la responsabilité décennale

Les formulaires DC1 et DC2 en vigueur au 01/04/2019 sont téléchargeables à l'adresse suivante :
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. **Cette preuve doit être apportée par la production d'un engagement et/ou d'une habilitation signé(e).**

4.2. PIECES DE L'OFFRE

Celle-ci comprendra les pièces suivantes :

▪ **Un projet de marché** comprenant :

- l'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter et dater par le(s) représentant(s) qualifié(s) de l'/des entreprise(s) ;

Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe de l'acte d'engagement en cas de sous-traitance).

- le Bordereau des Prix Unitaires : **à compléter sans aucune modification**
- le Détail Estimatif : **à compléter sans aucune modification**

▪ **Un mémoire technique concernant exclusivement le chantier objet du présent marché et précisant notamment :**

- l'analyse des contraintes spécifiques au chantier que se soit les parties publiques et privées et les outils/méthodes déployés pour y répondre ;
- les moyens matériels qui seront mis en œuvre spécifiquement sur le chantier ;
- la méthodologie de travail pour le déroulement des travaux, soit les procédures suivies tout au long des différentes étapes de chantier (préparation, installation, réalisation, contrôles, réception, parachèvement ou parfait achèvement et entretien), les techniques d'intervention proposées en fonction des différents types de travaux (public et privé) à réaliser et les fournisseurs/fournitures proposés ;
- les mesures prises pour gérer la circulation, et la mise en place d'alternats
- les mesures prises en termes de qualité, sécurité, hygiène et environnement
- les modalités de gestion des interventions d'urgence ;
- Détails sur les techniques de réalisation des récolements géoréférencés.
- Un planning d'intervention détaillé (comprenant également la préparation de travaux, et tenant compte de la réalisation des travaux en parallèle par différentes équipes) ;
- l'identité de l'encadrement et de l'équipe qui sera chargée des travaux : son organisation (répartition des tâches de chacun), ses effectifs, ses compétences, ses moyens humains ;

D'une manière générale, ce document comprendra toutes justifications et observations utiles à l'appréciation de la valeur technique de l'offre du candidat.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que ce mémoire sera rendu contractuel et sur l'importance que le maître de l'ouvrage attache à son contenu, à sa clarté et à sa précision. La présentation d'un mémoire imprécis voire lacunaire sera sanctionnée au niveau de la notation lors de l'analyse des offres (au niveau de chaque sous-critère). Il est attendu un mémoire d'au maximum 30 pages.

4.3. VARIANTES

Sans objet.

ARTICLE 5 - SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, déclarer la procédure sans suite conformément à l'article R 2185-1 du Code de la commande publique.

5.1. SELECTION DES CANDIDATURES

L'acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie. Cette vérification sera effectuée au plus tard avant l'attribution du marché public.

L'acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai qui ne saurait excéder **5 jours** à compter de la réception de la demande émanant de l'acheteur.

Si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

5.2. JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les offres régulières, acceptables et appropriées, et qui n'ont pas été rejetées en application des articles R2152-3 à R2152-5 du code de la commande publique, sont classées par ordre décroissant en appliquant les critères d'attribution ci-dessous avec leur pondération. L'acheteur se réserve le droit de demander toutes informations techniques ou administratives qu'il jugera utile à tous candidats, en respectant l'égalité de traitement de ceux-ci. Ces renseignements complémentaires pourront également porter sur la nature des prix.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie conformément aux critères suivants :

Critères de jugement des offres	Pondération
VALEUR TECHNIQUE	50 %
PRIX	50 %

Critère 1 – Prix des prestations : 50%

$$\frac{\text{Prix du moins disant}}{\text{Prix du candidat}} \times 50$$

Le maître de l'ouvrage s'assurera toutefois que le prix du moins-disant est recevable, et en particulier qu'il ne s'agit pas d'une offre anormalement basse.

Critère 2 – Valeur technique des prestations détaillées dans un mémoire technique : 50%

- **Mesures spécifiques (15 points),**
 - Analyses des contraintes du site et des problématiques d'exécution des travaux
 - Les solutions apportées aux contraintes spécifiques.

- Moyens matériels affectés spécifiquement au chantier,
- **Programme d'exécution (12 points)**
 - Qualité du mode opératoire (dont préparation de chantier, base vie, stockage, décharge), de la méthodologie, et des procédures d'exécution)
 - Détails sur les techniques d'interventions pour les parties privatives
- Règles diverses (10 points)**
 - Les dispositions prises pour garantir la sécurité, l'hygiène bruit et environnement,
 - La qualité et le contrôle des prestations,
 - Dispositif mis en place pour les interventions d'urgences (contact, astreinte...)
 - Détail sur les techniques de réalisation des récolements géo-référencés (certification et qualifications)
- **Planning (8 points)**
 - Analyse du délai cadre et proposition d'un planning très détaillé par tâche, avec les dispositions pour garantir la tenue des délais, en tenant compte des fermetures annuelles de l'entreprise et des délais de livraison du matériel.
- **Moyens humains spécifiques affectés à la mission (5 points)**
 - L'identité de l'encadrement et de l'équipe chargée des travaux (organigramme, compétences, CV et missions de chacun) et des sous-traitants déclarés ou envisagés.

S'agissant de la valeur technique, le prestataire se verra appliquer une note en fonction de l'appréciation de sa proposition, sur la base du barème suivant :

NOTE	5	4	3	2	1	0
Appréciation	Très satisfaisant	Satisfaisant	Assez satisfaisant	Passable	Insuffisant	Critère non renseigné

Tous rabais ou remises de toutes natures, qui ne sont pas expressément autorisés par le présent règlement et l'acte d'engagement, ne seront pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

Lors de l'examen des offres, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires.

5.3. NEGOCIATIONS

En application de l'article R2123-5 du Code de la Commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec les 3 premiers candidats.

Il réserve également la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

- S'il s'avère que des offres sont irrégulières au sens de l'article L2152-2 du Code de la commande publique, l'acheteur se laisse la possibilité de demander la régularisation de ces offres avant de procéder au classement.
- En revanche, si l'acheteur constate que des offres sont inacceptables au sens de l'article L2152-3 du Code de la commande publique, celles-ci seront automatiquement écartées.

L'acheteur procédera alors à l'analyse des offres restantes (régulières, appropriées et acceptables) en procédant à l'addition des notes correspondantes aux critères de jugement des offres, permettant ainsi l'obtention d'une note globale qui donnera lieu à un classement.

L'acheteur mènera alors des négociations (orales ou écrites) avec les 3 premiers candidats du classement, sous réserve d'un nombre d'offres suffisant.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre du candidat sans toutefois en modifier substantiellement la teneur. A l'issue des négociations, les candidats seront invités à remettre une nouvelle offre « après négociations » avant la date et l'heure indiquée par le pouvoir adjudicateur et suivant les mêmes modalités indiquées par le pouvoir adjudicateur.

Les nouvelles offres après négociations seront analysées selon les mêmes critères que ceux mentionnés ci-dessus à l'article 5.2 du présent règlement de consultation et selon des modalités identiques.

Dans le cas où un candidat admis à la négociation n'y participe pas, son offre initiale sera retenue pour le second classement après négociation.

ARTICLE 6 - ATTRIBUTION DU MARCHE

Le pouvoir adjudicateur attribuera le marché au candidat qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au vu des critères énoncés dans le présent règlement de consultation.

L'acheteur ne peut exiger que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner. Ainsi, l'offre la mieux classée sera retenue sous réserve des points ci-après :

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir **dans les 5 jours francs** à compter de la date de réception de la demande émanant du pouvoir adjudicateur, les documents justificatifs et autres moyens de preuves tels qu'ils figurent à l'article R 2143-7 et suivants du Code de la Commande publique aux marchés publics suivants :

- a. Pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8227 et D8222-8 du Code du travail.
- b. Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.
- c. La production d'un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion.
- d. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

Si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Dans ce cas, lorsque la vérification des candidatures intervient après la sélection des candidats ou le classement des offres, le candidat ou le soumissionnaire dont la candidature ou l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

ARTICLE 7 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les candidats doivent présenter leur offre dans les conditions suivantes sous peine d'être écartés de la consultation.

7.1. REMISE D'UNE OFFRE PAPIER

Non autorisée.

7.2. REMISE D'UNE OFFRE DEMATERIALISEE

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches.maximilien.fr> .

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Mairie de BULLION

149 RUE DE GUETTE 78830 BULLION

Horaires d'ouverture des bureaux au public :

-Lundi, mardi, jeudi, vendredi de 9h à 12h et 14h à 17h30
-Samedi de 9h à 12h

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, aux frais du candidat, pour donner lieu à la signature manuscrite du contrat par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme <https://www.marches.maximilien.fr>. Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais ...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.

ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches.maximilien.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8.1. IDENTIFICATION COURRIELLE DU CANDIDAT

Les candidats sont fortement invités à s'identifier sur le profil acheteur du site internet de l'acheteur lors du retrait du dossier ou ultérieurement, en communiquant une adresse courriel valide, faute de quoi ils ne pourront pas être informés des éventuels compléments, modifications, ajouts de document, report de date limite ou réponses faites aux questions relatives à la consultation en cours.

Dans le cas où le candidat n'aurait pas inscrit son adresse courriel sur le profil acheteur ou aurait inscrit une adresse courriel inadaptée ou erronée, et ce quel qu'en soit le motif :

- Il est stipulé que ni l'acheteur ni la plateforme ne seront tenus pour responsable du fait que ce candidat n'aura pu recevoir les messages éventuellement reçus par les autres candidats
- Il incombera alors à ce candidat de faire diligence par lui-même pour en être tenu informé.

8.2. VISITE SUR SITE

Une visite sur site est préconisée mais n'est pas obligatoire.

Les candidats sont autorisés à se rendre sur place et devront veiller à ne pas perturber les riverains ou la circulation.

L'Entrepreneur est réputé par le fait d'avoir remis son offre :

- avoir pris parfaite connaissance et des conditions générales et particulières qui y sont attachées,
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, etc.,
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

En résumé, l'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

L'Entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

8.3. PROCEDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours

Nom officiel :	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE VERSAILLES		
Adresse postale :	56 avenue de Saint Cloud		
Localité/Ville :	78011 Versailles Cedex	Pays :	France
Courrier électronique :	greffe.ta-versailles@juradm.fr	Téléphone :	01 39 20 54 00
		Télécopie :	01 39 20 54 87
Adresse Internet	http://www.ta-versailles.juradm.fr		

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique